

Audience publique du 19 mars 2014

Recours formé par
Monsieur ..., ...,
contre un arrêté grand-ducal du 29 juin 2012,
en matière de changement de prénom

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 32128 du rôle et déposée le 1^{er} mars 2013 au greffe du tribunal administratif par Maître Marc PETIT, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ..., né le ... à ..., tendant principalement à l'annulation et subsidiairement à la réformation d'un arrêté grand-ducal du 29 juin 2012, attribué au ministre de la Justice, portant refus de l'autorisation de changer son prénom de « ... » en « ... » ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 30 mai 2013 ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maître Rabah LARBI, en remplacement de Maître Marc PETIT, et Monsieur le délégué du gouvernement Jean-Paul REITER en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 3 mars 2014.

Par requête datée du 27 janvier 2011, Monsieur ... s'adressa par l'intermédiaire de son litismandataire au ministre de la Justice afin de solliciter l'autorisation de changer son nom patronymique de « ... » en « ... ».

Par le biais d'un courrier recommandé de son litismandataire du 14 février 2011, le demandeur compléta sa demande initiale en sollicitant également l'autorisation de changer son prénom de « ... » en « ... ».

Par courrier du 25 juillet 2011, faisant suite à un courrier du Parquet du tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg du 29 avril 2011, le litismandataire du demandeur précisa que ce dernier était connu dans sa vie courante sous le prénom de « ... », tout en y annexant deux attestations testimoniales établies par des connaissances du demandeur déclarant que ce dernier serait « *couramment prénommé* ... ». Il expliqua par ailleurs qu'il lui serait impossible de donner une suite favorable à la demande du Parquet de se voir de transmettre des documents officiels

portant inscription du prénom de « ... », étant donné que le demandeur attendrait précisément l'autorisation de changer de prénom avant de modifier ses documents officiels en ce sens.

Par avis du 2 décembre 2011 et du 27 décembre 2011, le procureur d'Etat et le procureur général d'Etat se prononcèrent en faveur du changement de nom sollicité par le demandeur tout en émettant un avis défavorable pour ce qui est du changement de prénom. Le Conseil d'Etat émit le 20 mars 2012 également un avis favorable quant au changement de nom sollicité tout en se prononçant en défaveur du changement de prénom.

Suite à ces avis, la requête en changement de nom fut acceptée par arrêté grand-ducal du 29 juin 2012, tandis que celle en changement de prénom fut rejetée par un arrêté grand-ducal du même jour.

Après que le demandeur ait été informé par le service compétent du ministère de la Justice de ce que sa requête en changement de prénom avait été refusée et qu'il devait fournir des preuves supplémentaires pour justifier cette requête et plus particulièrement des preuves qu'il serait connu sous le prénom de « ... » dans sa vie courante, le litismandataire du demandeur communiqua au ministre par courrier recommandé du 3 septembre 2012 des pièces supplémentaires tout en sollicitant que le refus annoncé opposé à sa demande de changement de prénom soit reconsidéré. Suite à ce courrier, lequel fit l'objet d'un avis de réception de la part du ministre de la Justice en date du 26 septembre 2012, aucune nouvelle décision quant au changement de prénom sollicité ne fut rendue.

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif en date du 1^{er} mars 2013, Monsieur ... a fait introduire un recours tendant à l'annulation, sinon à la réformation de l'arrêté grand-ducal du « *ministre de la Justice* » du 29 juin 2012 portant refus de sa demande de changement de prénom, refus confirmé implicitement par le silence gardé par le ministre plus de trois mois après l'introduction en date du 3 septembre 2012 de son recours gracieux.

Encore que le présent recours est dirigé contre un arrêté grand-ducal attribué erronément au ministre de la Justice, il y a lieu de relever qu'aucune méprise n'a pu avoir lieu de la part de la partie étatique et qu'il convient de redresser le libellé impropre de la requête introductive d'instance en ce sens que l'objet du recours est constitué par l'arrêté grand-ducal du 29 juin 2012, pris par le Grand-Duc sous le contreseing du ministre de la Justice.

Aucune disposition de la loi du 11-21 germinal an XI relative aux prénoms et changements de noms, telle que modifiée par la loi du 18 mars 1982 relative aux changements de noms et de prénoms, ci-après « la loi du 11-12 germinal an XI » ne prévoyant de recours de pleine juridiction contre une décision de refus de changement de prénom et de nom patronymique, seul un recours en annulation a pu être introduit contre la décision sous examen. Il n'y a dès lors pas lieu de statuer sur le recours en réformation introduit à titre subsidiaire, pour lequel le tribunal administratif n'est en tout état de cause pas compétent.

Le recours en annulation introduit à titre principal est par ailleurs recevable pour avoir été introduit suivant les formes et délai prévus par la loi.

A l'appui de son recours et en fait, le demandeur explique que sa demande en changement de nom patronymique était motivée par le fait qu'il aurait voulu abandonner le nom de son frère jumeau qui serait un criminel sexuel condamné et dont l'affaire pénale aurait été largement médiatisée. De ce fait, le demandeur aurait fait l'objet de nombreuses injures et moqueries alors même qu'il n'aurait eu aucun rapport avec les infractions commises par son frère. Comme le demandeur n'aurait plus supporté de porter le même nom que son frère, il aurait demandé à pouvoir changer de nom de famille, demande qu'il aurait complétée par courrier du 14 février 2011 par une demande de changement de prénom, puisqu'il serait connu dans la vie courante sous le prénom de « ... ». S'il a bien été autorisé par arrêté grand-ducal du 29 juin 2012 à changer de nom de famille, un autre arrêté grand-ducal du même jour n'aurait toutefois pas fait droit à sa demande de changement de prénom. Le recours gracieux dirigé contre ce refus serait resté sans suite.

En droit et en ce qui concerne la légalité externe de l'acte déferé, le demandeur s'en remet à prudence de justice quant aux causes d'illégalité externe dont pourrait le cas échéant être affecté l'acte déferé, tout en se réservant le droit de pouvoir se prévaloir d'une telle cause d'annulation en cours d'instance.

En ce qui concerne la légalité interne de l'acte sous analyse, le demandeur sollicite l'annulation de l'arrêté grand-ducal litigieux pour excès de pouvoir, sinon erreur manifeste d'appréciation dans le chef du ministre. Il estime en effet que ce serait à tort que le ministre aurait refusé de faire droit à sa demande de changement de prénom au motif qu'il n'aurait pas prouvé avoir réellement l'habitude d'utiliser dans sa vie quotidienne un autre prénom que son prénom officiel. Le demandeur insiste à cet égard sur le fait que dans le cadre de son recours gracieux, il aurait produit diverses pièces, notamment des articles de magazine et de journaux et divers courriers adressés à « ... », permettant d'établir qu'il utiliserait habituellement le prénom de « ... » dans sa vie quotidienne. Il exploiterait par ailleurs son commerce sous l'enseigne « ... ».

Le demandeur sollicite encore l'annulation de l'arrêté grand-ducal litigieux pour violation, sinon dénaturation, respectivement fausse application de la loi du 11-12 germinal an XI et ce dans la mesure où son intérêt pour changer de prénom serait le même que celui qui aurait justifié son changement de nom, à savoir sa volonté de laisser derrière lui son passé et plus particulièrement son association à son frère jumeau.

Le délégué du gouvernement sollicite tout d'abord que les moyens du demandeur ayant trait aux prétendues illégalités externes entachant l'acte attaqué soient rejetés dans la mesure où il omettrait d'indiquer quelles règles ou procédures n'auraient concrètement pas été respectées en l'espèce.

Pour ce qui est de la légalité interne de l'acte attaqué, la partie étatique souligne que le procureur d'Etat et le Conseil d'Etat se seraient prononcés contre le changement de prénom sollicité en se basant notamment sur le fait qu'il n'y aurait pas de preuves suffisantes relatives à l'usage du prénom sollicité dans la vie quotidienne du demandeur. La partie étatique insiste encore sur le fait que dans le cadre de l'examen du recours gracieux introduit par le demandeur, le procureur d'Etat, qui aurait été saisi une nouvelle fois par le ministre, aurait considéré que les documents supplémentaires versés par le demandeur prouveraient simplement que le demandeur se serait lui-même attribué un autre prénom que le sien et qu'il demanderait à son entourage de

n'utiliser que ce seul prénom mais que ces mêmes documents n'établiraient pas qu'il est connu dans sa vie quotidienne sous ce prénom. La partie étatique fait encore valoir que le procureur général d'Etat se serait rallié à cette prise de position en émettant un avis défavorable conforme le 4 janvier 2013. En tout état de cause, il ne ressortirait pas des pièces versées par le demandeur que le prénom de « ... » soit utilisé au niveau des administrations ou mentionné dans des documents officiels et ce contrairement à ce qui serait le cas dans le cadre d'autres demandes de changement de prénom où des personnes seraient connues depuis leur naissance ou depuis leur jeunesse sous un autre prénom, même si ce dernier ne figurerait pas en premier sur leur acte de naissance.

Compte tenu des développements qui précèdent, la partie étatique est d'avis que ce serait à bon droit que le ministre se serait rallié aux avis unanimement négatifs des autorités consultées et qu'il aurait proposé au Grand-Duc de refuser le changement de prénom sollicité.

En ce qui concerne tout d'abord la légalité externe de l'acte attaqué, le tribunal est amené à relever que le demandeur se contente de se rapporter à prudence de justice quant aux éventuelles causes d'illégalité externe pouvant le cas échéant affecter l'acte attaqué sans toutefois invoquer le moindre moyen concret à cet égard.

Or, il convient de retenir qu'un moyen non autrement précisé n'est pas de nature à énerver la légalité de la décision litigieuse. En effet, les moyens simplement suggérés, sans être soutenus effectivement, ne sont pas à prendre en considération par le tribunal, étant donné qu'il n'appartient pas au tribunal de suppléer à la carence de la partie demanderesse et de rechercher lui-même les moyens juridiques qui auraient pu se trouver à la base de ses conclusions, de sorte qu'il y a lieu de rejeter ce moyen.

En ce qui concerne la légalité interne de l'acte attaqué, il y a lieu de relever qu'en vertu de l'article 1^{er} de la loi du 6 fructidor an II, aucun citoyen ne peut porter de nom ni de prénom autres que ceux exprimés dans son acte de naissance. L'article 4 de la prédite loi du 11-21 germinal an XI, dans sa teneur lui conférée par la loi du 18 mars 1982 relative aux changements de noms et prénoms, déroge au principe de la fixité des noms et prénoms en disposant que toute personne qui aura quelque raison de changer de nom ou de prénom en adressera la demande motivée au gouvernement. En vertu de l'article 5 de la même loi, le gouvernement se prononcera dans la forme prescrite pour les règlements d'administration publique.

Il découle des textes de loi précités que le principe de la fixité du nom patronymique et du prénom est une règle d'ordre public et social. Ce n'est qu'en présence de circonstances exceptionnelles et pour des raisons importantes qu'un changement de nom ou de prénom peut être accordé¹.

¹ Trib. adm. 13 novembre 1997, n°9854 du rôle; Trib. adm. 16 janvier 2002 n°13851 du rôle, Pas. adm. 2012, V°Noms- Prénoms-Domicile-Etat civil -Nationalité, n°5.

Il est vrai que l'appréciation des faits pouvant justifier un changement de nom, respectivement de prénom, relève du gouvernement. Ce pouvoir d'appréciation n'est cependant pas discrétionnaire et peut faire l'objet d'un contrôle de légalité par le juge administratif².

S'il est encore vrai que la vérification des considérations d'opportunité d'une décision prise échappe au juge de la légalité, il n'empêche que le rôle du juge administratif, en présence d'un recours en annulation, consiste à vérifier le caractère légal et réel des motifs invoqués à l'appui de l'acte administratif attaqué, à vérifier si les faits à la base de la décision sont établis et si la mesure prise est proportionnelle par rapport à ces faits³.

Force est en l'espèce de relever que le refus d'accepter le changement de prénom sollicité est fondé sur le fait qu'alors même que le demandeur aurait sollicité ce changement au motif qu'il serait connu sous le prénom de « ... » dans sa vie courante, il n'aurait pas été en mesure de produire des « *documents portant inscription du prénom « ... », comme par exemple des courriers d'administrations et de banques, des diplômes, des cartes de membres ou des titres de transport* » et que par conséquent, il n'aurait « *pas rapporté la preuve d'avoir réellement l'habitude d'utiliser dans sa vie courante un autre prénom que son prénom officiel* ».

Dans son mémoire en réponse, le délégué du gouvernement, en renvoyant aux conclusions du procureur d'Etat du 25 décembre 2012, insiste sur le fait que les pièces supplémentaires transmises le 3 septembre 2012 par le litismandataire du demandeur établiraient simplement que ce dernier s'est lui-même attribué un autre prénom et qu'il demande à son entourage de n'utiliser que ce seul prénom mais que ces mêmes pièces ne constituent pas « *une illustration de ce que le requérant soit connu dans la vie courante sous le prénom de ...* ». Il est plus particulièrement reproché au demandeur de ne pas soumettre de preuve comme quoi le prénom de « ... » serait connu des administrations ou qu'il figurerait sur des documents officiels et de vouloir surtout être connu sous le nom d'artiste « ... ».

Le tribunal relève donc que le bien-fondé des circonstances amenant le demandeur à vouloir changer de prénom, à savoir avant tout sa volonté de changer officiellement son prénom en celui qu'il dit utiliser dans le cadre de sa vie courante et accessoirement de pouvoir faire table rase du passé, n'est pas contesté, seule l'absence de preuve quant à l'utilisation effective par le demandeur du prénom de « ... » au quotidien lui étant opposée.

Si la partie étatique reproche à cet égard plus particulièrement au demandeur de ne pas avoir fourni de documents officiels reprenant le prénom de « ... » ou encore de preuves comme quoi il serait connu auprès des administrations sous ce prénom, le tribunal ne saurait toutefois partager ce raisonnement.

En effet, à défaut de disposer de papiers d'identité renseignant le prénom de « ... », il paraît difficilement concevable que le demandeur puisse faire procéder à la modification de ses

² Trib. adm. 21 mars 2012, n°28675 du rôle, Pas. adm. 2012, V° Noms-Prénoms-Domicile-Etat civil-Nationalité, n°3.

³ Cour. adm. 8 janvier 2002, n° 13891C du rôle, Pas. adm. 2012, V° Recours en annulation, n° 31 et autres références y citées.

documents officiels, tels que ses comptes bancaires ou encore ses diplômes scolaires, voire s'inscrire auprès d'une administration ou simplement demander un titre de transport, sous un prénom autre que celui figurant actuellement encore sur ses papiers d'identité. Il s'agit dès lors d'une preuve matérielle quasi impossible à fournir.

Contrairement à la partie étatique, le tribunal est pour sa part amené à constater sur base de l'ensemble des pièces fournies par le demandeur et surtout celles transmises au ministre par le biais du courrier de son litismandataire du 3 septembre 2012, que ce dernier justifie à suffisance l'utilisation dans sa vie courante du prénom de « ... », et ce non seulement par lui-même, mais également par des tiers.

En effet, outre les attestations testimoniales établies par des connaissances du demandeur qui déclarent qu'il est désormais connu auprès de ses amis, de sa famille et de ses relations professionnelles sous le nom de « ... », il ressort encore plus particulièrement des cartes de vœux et cartes postales envoyées au demandeur par certains de ses amis et connaissances que ces derniers le connaissent et le côtoient non pas sous le prénom de « ... », mais bien sous celui de « ... ». Même s'il y a lieu d'admettre que le demandeur est nécessairement et logiquement à l'initiative de l'utilisation par son entourage et ses amis du prénom de « ... », il n'en demeure pas moins qu'il ressort de ces documents issus de sa vie privée que ses amis et connaissances utilisent ce prénom de leur plein gré. En effet, rien ne les oblige à envoyer des cartes postales ou des cartes de vœux adressées à leur ami « ... », s'ils ne souhaitent pas l'appeler ainsi ou s'ils ne peuvent pas s'habituer à ce prénom.

A cela s'ajoute que le demandeur a encore transmis divers articles de presse desquels il ressort qu'il exerce son activité professionnelle sous le prénom de « ... » et qu'il est manifestement connu dans le milieu professionnel et artistique sous ce prénom.

Finalement, tel que relevé par le tribunal ci-avant, s'il paraît difficilement concevable d'exiger du demandeur de faire établir des documents officiels sous le prénom de « ... », il n'en demeure pas moins que le demandeur a encore versé deux factures dont il ressort qu'il utilise le prénom de « ... » notamment pour l'achat de son matériel professionnel et donc nécessairement dans sa vie courante.

Au vu de l'ensemble des considérations qui précèdent, il y a lieu de déclarer le recours en annulation tel qu'introduit par Monsieur ... fondé et d'annuler l'arrêté grand-ducal litigieux du 29 juin 2012 pour erreur manifeste d'appréciation des circonstances de fait.

Le demandeur sollicite encore une indemnité de procédure d'un montant de 1.000.- euros sur base de l'article 33 de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives. Toutefois, les conditions d'application et notamment l'établissement du caractère d'iniquité résultant du fait de laisser les frais non répétibles à charge du demandeur n'ont pas été rapportés à suffisance comme étant remplies en l'espèce, de sorte qu'il y a lieu de rejeter la demande.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, première chambre, statuant contradictoirement ;

déclare le recours en annulation introduit à titre principal recevable en la forme ;

au fond, le déclare justifié ;

partant, annule l'arrêté grand-ducal du 29 juin 2012 portant refus de l'autorisation de changer le prénom de « ... » en « ... » et renvoie l'affaire en prosécution de cause devant le ministre compétent ;

dit qu'il n'y a pas lieu de statuer sur le recours en réformation introduit à titre subsidiaire ;

rejette la demande en allocation d'une indemnité de procédure ;

condamne l'Etat aux frais.

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 19 mars 2014 par :

Marc Sünnen, premier vice-président,
Thessy Kuborn, premier juge,
Alexandra Castegnaro, juge,

en présence du greffier Michèle Hoffmann.

s. Hoffmann

s. Sünnen

Reproduction certifiée conforme à l'original

Luxembourg, le 20/3/2014

Le Greffier du Tribunal administratif